

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/C.1/33/7
17 novembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
PREMIERE COMMISSION
Point 128 de l'ordre du jour

CONCLUSION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE SUR LE RENFORCEMENT
DES GARANTIES DE LA SECURITE DES ETATS NON NUCLEAIRES

Lettre datée du 17 novembre 1978 adressée au Secrétaire
de la Première Commission par le représentant des
Etats-Unis d'Amérique

Au nom des Etats-Unis, je vous adresse ci-joint le texte d'un document intitulé "Proposition des Etats-Unis d'Amérique en vue de renforcer chez les Etats non dotés d'armes nucléaires l'assurance qu'ils sont à l'abri du recours ou de la menace du recours aux armes nucléaires".

Les Etats-Unis demandent que cette proposition soit distribuée comme document officiel de la Première Commission de l'Assemblée générale au titre du point 128 de l'ordre du jour.

L'ambassadeur,

(Signé) Adrian S. FISCHER

ANNEXE

Proposition des Etats-Unis d'Amérique en vue de renforcer chez les
Etats non dotés d'armes nucléaires l'assurance qu'ils sont à l'abri
du recours ou la menace du recours aux armes nucléaires

La position des Etats-Unis sur cette question tient compte du paragraphe 59 du rapport final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui est ainsi conçu :

"Toujours dans le même ordre d'idée, les Etats dotés d'armes nucléaires sont priés de prendre des mesures en vue de donner des assurances aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. L'Assemblée générale prend note des déclarations faites par les Etats dotés de telles armes et les prie instamment de poursuivre leurs efforts en vue de conclure, selon qu'il serait approprié, des arrangements efficaces pour assurer les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours à de telles armes."

La position des Etats-Unis sur la manière de mettre au point des arrangements efficaces pour protéger les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires s'inspire de la diversité des besoins en matière de sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires comme des Etats non dotés d'armes nucléaires. Pour maints Etats non dotés d'armes nucléaires, les relations avec les Etats dotés d'armes nucléaires sont un élément essentiel de leur sécurité nationale.

Les Etats-Unis sont convaincus que, étant donné la diversité des intérêts en cause, le moyen efficace et pratique de renforcer chez les Etats non dotés d'armes nucléaires l'assurance qu'ils sont à l'abri du recours ou de la menace de recours aux armes nucléaires réside dans des déclarations individuelles sur cette question, de la part d'Etats dotés d'armes nucléaires, plutôt que dans un traité mondial unique sur la question lequel, de l'avis des Etats-Unis, ne se prête pas à des négociations fructueuses. Les Etats-Unis reconnaissent également que cette approche pourrait être renforcée, dans les cas appropriés, par des obligations découlant de traités concernant la non-utilisation d'armes nucléaires dans le cadre régional, tel que le Traité de Tlatelolco.

La position des Etats-Unis en ce qui concerne les assurances à fournir, se fonde sur la déclaration suivante du Président :

"Les Etats-Unis n'utiliseront d'armes nucléaires contre aucun Etat non doté d'armes nucléaires partie au Traité de non prolifération ou à tout autre engagement, ayant force obligatoire sur le plan international, de ne pas acquérir de dispositif explosif nucléaire, sauf dans le cas d'une attaque dirigée contre les Etats-Unis, leurs territoires, ou leurs forces armées ou contre leurs alliés, par un tel Etat qui se serait allié à un Etat doté d'armes nucléaires ou qui se serait associé avec lui aux fins de mener ou d'appuyer une telle attaque."

/...

Les Etats-Unis sont convaincus que les assurances solennelles données par les puissances nucléaires au cours de la session extraordinaire offrent dans l'immédiat une mesure de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires et ils sont persuadés que la communauté internationale devrait en prendre connaissance. Pour cette raison, nous avons suggéré que le Conseil de sécurité prenne solennellement acte de ces assurances. Les Etats-Unis toutefois, ne voient pas dans cette approche la seule solution possible. Il y existe sans doute d'autres instances, telles que le Comité du désarmement, où la question des assurances négatives de sécurité pourrait être traitée, tant que toutes les vues et toutes les manières de traiter cette question restent ouvertes à l'examen.

Les Etats-Unis estiment que la présente proposition devrait être présentée au Comité du désarmement s'il venait à étudier la question.
